



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Événement en marge de la Réunion de haut niveau de l'ONU sur le VIH/sida

Le rôle des parlements dans la lutte contre les inégalités en vue de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030

7 juin 2021

9h00 – 10h30 (New York), 15h00 – 16h30 (Genève)

Note d'orientation

Une Réunion de haut niveau de l'ONU sur le VIH/sida se tiendra du 8 au 10 juin 2021 afin d'examiner les progrès accomplis pour mettre un terme à l'épidémie de sida d'ici 2030 et orienter la lutte contre le VIH/sida après 2021. Ce sera l'occasion de mobiliser les volontés politiques et de faire en sorte que la reprise après la pandémie de COVID-19 tire tous les enseignements des épidémies concomitantes de VIH et COVID-19 pour créer des sociétés plus résilientes. L'Assemblée générale des Nations Unies a défini les modalités de la Réunion de haut niveau, lesquelles prévoient la contribution de l'Union interparlementaire (UIP) et l'adoption, par le Conseil directeur de l'UIP, d'une déclaration précisant les contours d'une contribution parlementaire à cette réunion.

Quarante ans après le signalement des premiers cas, le sida reste une urgence mondiale et, pour la plupart, les pays ne sont pas en bonne voie pour mettre fin au sida d'ici 2030, comme indiqué dans les Objectifs de développement durable (ODD). En 2019, 38 millions de personnes dans le monde vivaient avec le VIH et plus de 12 millions n'avaient toujours pas accès à un traitement. La stigmatisation, les discriminations ainsi que des inégalités sous-jacentes, notamment les inégalités de genre, structurelles, juridiques et économiques, continuent d'aggraver l'épidémie de VIH, de marginaliser et d'incriminer des communautés, et de restreindre l'accès à la santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels. Les femmes et les filles en Afrique subsaharienne et les populations les plus exposées restent particulièrement touchées par l'épidémie de VIH. La pandémie de COVID-19 remet en question les avancées déjà réalisées et la modélisation des conséquences à long terme de la pandémie sur la réponse au VIH met en évidence un recul, avec une estimation de 123 000 à 293 000 nouvelles infections au VIH et 69 000 à 148 000 décès supplémentaires liés au SIDA entre 2020 et 2022.

Là où les parlements et les parlementaires luttent activement contre le sida, ils peuvent jouer un rôle critique dans la mise en place d'une nouvelle approche permettant de mettre un terme au sida, en sensibilisant les populations et en agissant dans l'intérêt des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus exposées, en amendant les lois qui entravent l'accès aux services de santé, de lutte contre le VIH et qui pénalisent la transmission du VIH, tout en votant des lois qui encouragent le droit à la santé et protègent de la stigmatisation et des discriminations, et en appliquant les compétences de contrôle et budgétaires pour permettre une affectation des ressources plus efficace et prioritaire en faveur du VIH et de la santé.

L'Union interparlementaire (UIP) organise un événement parallèle, en collaboration avec ONUSIDA, afin de débattre de la nouvelle Stratégie mondiale contre le sida 2021-2026 et des principaux axes d'action qui se dégageront de la Réunion de haut niveau sur le VIH/sida. Cet événement abordera les questions suivantes :

- Quels sont les objectifs clés de la nouvelle Stratégie mondiale contre le sida, comment les parlements peuvent contribuer à leur réalisation et s'assurer que des investissements adéquats sont consacrés à la lutte contre le VIH et à la santé ?

- En quoi les inégalités aggravent l'épidémie de VIH ? Quelle est l'incidence de la loi sur la réponse au VIH et comment la législation peut appuyer les engagements découlant de la Réunion de haut niveau consacrée à la fin du sida d'ici 2030 ?
- Quels enseignements peuvent être tirés de la concomitance entre l'épidémie de VIH et la pandémie de COVID-19, et comment les parlements peuvent-ils s'assurer que la réponse à la COVID-19 et les plans de reprise agissent en faveur de la riposte au VIH ?

L'événement se tiendra en ligne et sera ouvert au personnel parlementaire et à tous les parlementaires intéressés ainsi qu'à d'autres acteurs concernés par la lutte contre le VIH. Les langues de travail seront l'anglais, le français et l'espagnol (interprétation simultanée).